PROJET DE TEXTE POLITIQUE POUR LES 22-23 SEPTEMBRE

[…] : amendements soumis par Jean Malifaud et Emmanuel Chanial.

La mondialisation néo-libérale et les politiques de domination des pays riches – en premier lieu les USA – sèment le chaos et menacent la planète. Il y a urgence à stopper leur logique dévastatrice. Il y a urgence à ce que les peuples interviennent. Dans de nombreux pays, y compris en Europe, la résistance tente de s'organiser. Mais l'actuelle construction européenne ne constitue pas une défense. C'est une contrefaçon qui n'édifie pas l'Europe. C'est une machine qui propage les atteintes à la souveraineté populaire, conforte le pouvoir des firmes, des transnationales, des fonds de pension, des marchés financiers. En France, la victoire de Sarkozy va marquer une accentuation non négligeable de ces politiques.

La victoire de Sarkozy : un projet autoritaire et néo-libéral pour mettre la France au pas à l'heure de la mondialisation

La politique de Sarkozy et de la majorité de droite, applaudie par le MEDEF, s'affiche pour ce qu'elle est : un projet autoritaire et néo-libéral systématique, qui vise à mettre la France au pas à l'heure de la mondialisation. Bouclier fiscal, exonération des droits de succession des gros patrimoines, défiscalisation et suppression des cotisations pour les heures supplémentaires, limitations du droit de grève (notamment par l'instauration du service minimum dans les transports), mesures contre les étranger-es, durcissement du traitement de la récidive et des peines planchers, alourdissement du régime pénal des mineurs, franchise médicale, privatisation de GDF, TVA sociale, soumission des universités à une privatisation de plus en plus criante, dépénalisation du droit des affaires, suppression des régimes spéciaux, suppression annoncée de 11 000 postes dans l'Éducation nationale, tentative de faire passer la substance du traité constitutionnel européen rejeté, courbettes à Bush : rarement un programme a aussi ouvertement présenté ses choix sociaux : favorable aux plus riches et au patronat, hostile aux plus démuni-es, répressif, réactionnaire, dangereux.

Pourtant, cette victoire n'était pas inéluctable. Notre pays avait manifesté à de nombreuses reprises son refus du néo-libéralisme. Que s'est-il passé ?

Pour certain-es, « *la France est à droite* ». Une telle affirmation rend incompréhensible l'histoire politique et sociale de ces vingt-cinq dernières années, y compris les plus récentes. À droite, la France qui soutient les grèves de 1995 et se mobilise pour la défense des retraites ? À droite, le Non à l'Europe néo-libérale ? À droite, la France qui défend les services publics, inflige une cinglante défaite à la droite aux élections européennes et régionales, rejette le CPE ? Cela n'a pas plus de sens de prétendre que la France est à droite qu'il y en aurait à affirmer qu'elle est à gauche : ce qui rendrait la victoire de Sarkozy à son tour incompréhensible. À droite ou à gauche les révoltes des jeunes des quartiers populaires ? Ni l'un ni l'autre évidemment, mais elles traduisaient bien le caractère devenu insupportable de leur situation.

Non. La réalité est plus complexe et instable. Notre pays est confronté à la violence du capitalisme mondial. Presque toutes les couches sociales sont traversées par des mouvements et des aspirations contradictoires. Cela produit une grande nervosité politique. Nombreux-ses sont ceux-celles qui cherchent une issue, d'un côté puis de l'autre.

Sarkozy a gagné sur une promesse de volontarisme politique et d'efficacité. Son habileté et, surtout, l'incapacité de la gauche lui ont permis d'incarner le changement, y compris dans une partie des couches populaires. Cette situation n'a été rendue possible que par la faillite de la gauche. Faillite de sa force principale d'abord. Il est une fois de plus démontré que le programme du PS, qui refuse de rompre avec le néo-libéralisme, ne permet pas de mobiliser suffisamment les couches populaires et d'entraîner le pays. La tentation d'alliance au centre aggraverait les choses. Et échec de la gauche anti-libérale, de la gauche de transformation sociale qui ne pouvait incarner une alternative dans la dispersion.

Refonder la gauche, construire la force du changement [Rassembler une gauche de transformation sociale qui vise à disputer au PS son hégémonie sur la gauche]

Cette défaite est grave et profonde. Il faut immédiatement aider à l'organisation de toutes les formes de résistance à la politique de la droite et du patronat. Il faut aider à dévoiler la mystification sarkozyste. Alors que faire ?

Résister, démystifier, convaincre, construire. Organiser bien sûr la résistance aux coups qui vont tomber, avec toutes les forces disponibles. Mais cela ne peut suffire. Le désarroi exige un travail en profondeur. La mystification sarkozyste doit être démontée, y compris sur le plan idéologique. Il faut nous adresser à ceux et celles qu'elle a ébranlé-es. Cela ne sera vraiment possible qu'avec la refondation [le rassemblement sur un programme de rupture] d'une gauche authentique, une gauche réellement à gauche, une gauche alternative, une gauche de transformation sociale qui vise à disputer au PS son hégémonie sur la gauche.

Si la France n'est pas à droite, elle pourrait le devenir. Elle le deviendra si la gauche s'avère durablement incapable d'apporter une réponse crédible aux maux de notre société et aux problèmes des couches populaires. Là est la question centrale.

Cela ne viendra pas des sociaux-libéraux. Face aux mesures de Sarkozy, la direction du PS est aphone. Elle critique la méthode mais peine à se démarquer sur le fond. Loin de tirer le bilan de la période écoulée depuis le 21 avril 2002 et la victoire du Non au référendum, le discours de ses principaux-les responsables est qu'il faut une rénovation qui veut dire encore plus d'adaptation à la mondialisation néo-libérale, plus de concessions aux diktats des puissances économiques dominantes. La solution ne peut être de ce côté. Elle ne peut venir d'une reconstitution de l'ex-gauche plurielle. Encore moins d'une ouverture au centre encore plus accentuée.

Dans ces conditions, les responsabilités de la gauche anti-libérale, de la gauche qui ne renonce pas à la transformation sociale, est considérable.

Il est indispensable d'approfondir le débat sur le projet et les propositions. Il faut tirer le bilan du double échec stratégique dont nous héritons. Dans les tentatives de transformation révolutionnaire, certaines ont dégénéré, et d'autres ont buté sur leur isolement. Les sociaux-démocrates qui prétendaient dépasser le capitalisme par une accumulation de réformes structurelles se sont finalement adapté-es à lui. Avec la démocratie chrétienne, ils-elles ont été co-auteurs de la conception néo-libérale de la construction européenne. Ils-elles se sont massivement converti-es au social-libéralisme. Nous devons tirer le bilan de ce double échec qui nourrit un doute profond : est-il vraiment

possible résister aux puissances financières, de construire « *un autre monde* » ? À ce doute on ne peut répondre en promettant « *les lendemains qui chantent* ». [*suppression de cette dernière phrase.*]

Nous devons montrer qu'une toute autre politique est possible dans le monde actuel, avec ses mutations, ses dangers, ses défis.

Cela n'a rien d'incantatoire, malgré la victoire de la droite. Nombre des propositions que nous partageons avec toute la gauche de transformation sociale, en lien avec l'expérience du mouvement social sont déjà majoritaires dans les attentes exprimées par la population : souveraineté populaire, services publics, protection sociale, pour une autre Europe, pour une politique de paix et de refus de la soumission à la politique US, pour un type de développement prenant en compte à la fois les urgences sociales et l'avenir de la planète.

Mais ce travail ne sera véritablement utile et même ne pourra être véritablement effectué que si se construit une force capable de porter une telle politique de transformation, d'agir et de poursuivre la réflexion et le débat. Les perspectives qui paraissent justes ne peuvent s'affirmer, se consolider, devenir une alternative effective sans que les conditions mêmes de l'activité politique changent : il est indispensable que se développent d'amples débats populaires, inséparables des luttes de rejet des mesures de la droite et du patronat. La conviction qu'un autre monde est possible se fera au quotidien, au cœur des mouvements sociaux : elle est inséparable d'une perspective unitaire de toutes les forces de la gauche de transformation sociale. Sans une telle force, les meilleures propositions ne pourront créer une dynamique politique majoritaire à gauche et dans le pays.

Voilà pourquoi, malgré l'échec dramatique de l'unité lors des élections, nous ne devons pas et nous ne pouvons pas renoncer à l'objectif que s'étaient fixés les collectifs dès leur origine : le rassemblement de toutes les forces de la gauche de transformation sociale dans leur diversité. Voilà pourquoi nous proposons à l'ensemble de ces forces de préparer des État généraux de la gauche de transformation sociale afin de construire ce rassemblement. Quelles sont ces forces ? Il s'agit de forces politiques allant de la gauche du parti socialiste à l'extrême gauche en passant par la gauche des Verts, le Parti communiste. Mais aussi de réseaux, d'associations du mouvement social et de milliers de militants associatifs ou syndicaux, de citoyen-nes non-organisé-es qui aspirent à la création d'un tel rassemblement. Vu l'urgence politique, il est souhaitable que ces État généraux se réunissent en 2008.

Rassembler celles et ceux qui portent cette perspective

L'objectif du rassemblement de la gauche de transformation sociale ne peut pas être synonyme de naïveté. L'expérience douloureuse que nous venons de connaître conduit à la conclusion suivante : celles et ceux qui portent cette perspective unitaire doivent mieux se coordonner. Nous rechercherons l'unité la plus large de celles et ceux avec qui doit se construire une alternative capable de victoire, y compris les partis. Le plus tôt sera le mieux. Mais nous ne devons pas être prisonnier-es [pouvons uniquement dépendre] des décisions et refus de ces mêmes partis.

Celles et ceux qui portent la volonté unitaire, doivent se regrouper. Le rassemblement des collectifs issu de ces Assises ne sera pas une gêne pour construire l'unité large. Il constitue au contraire un facteur nécessaire de sa réussite. Il entend être un creuset où toutes les sensibilités poursuivront le long apprentissage du travail en commun.

Il ne s'agit donc pas de construire un nouveau parti à côté ni *a fortiori* contre les autres. Il s'agit de se doter des moyens de réflexion et d'action, en autonomie par rapport aux organisations constituées.

Nous devrons, pour cela, inventer une nouvelle forme de regroupement politique. Nous venons de cultures différentes qui doivent se confronter, se répondre, pour se dépasser. Les différences et les divergences seront des éléments durables. Nous constituons un regroupement d'individus, où chacun-e compte pour un-e et peut appartenir simultanément à toute autre organisation de son choix, où le collectif de base est la structure majeure. Un regroupement fédératif n'ayant pas nécessairement vocation à répondre de façon unifiée à toutes les questions politiques et sociales.

Avant l'éclatement, nous portions des alternatives réelles. Elles restent d'actualité : convergence entre l'urgence sociale et l'urgence écologique, recherche d'un nouveau mode non-productiviste de développement, rejet du sexisme, lutte pour l'égalité contre les discriminations et le racisme, droits à l'emploi et à la protection sociale, développement des services publics, transformation démocratique des institutions, politique active contre la guerre, Europe sociale et solidaire, nouvelles relations avec les pays du Sud, etc. Cela a été traduit par la charte des comités du 29 mai puis les 125 propositions des collectifs unitaires que nous reprenons à notre compte [qui constituent un point de repère crucial de notre rassemblement].

Nous devons travailler à la poursuite de l'élaboration de notre projet écologiste, féministe et de transformation sociale allant au-delà du cadre programmatique des 125 propositions.

« Changer l'ordre des priorités : ne pas subordonner la vie de tous et l'avenir de la planète à l'accumulation des profits par quelques uns ; considérer que la société est la fin et l'économie le moyen ; envisager un nouveau développement plus égalitaire, dans le respect d'une contrainte forte, celle de la rareté des biens et ressources mondiales, en premier lieu l'énergie. Cela nécessite un changement radical de perspective politique, sociale, culturelle et bien évidemment économique. Cela implique en premier lieu un emploi et sa stabilité, des revenus suffisants, un socle de droits individuels et collectifs dont l'effectivité est garantie par la puissance publique.

« Se doter de moyens pour affirmer une volonté collective et impulser un nouveau type de développement, en remettant en cause la spirale des privatisations, en étendant les services publics et en les modernisant c'est-à-dire en les démocratisant, en confortant l'économie sociale et solidaire, en donnant de nouveaux droits aux salariés dans les entreprises. L'objectif de la vie économique ne doit pas être la croissance pour elle-même, mais le développement des capacités humaines ; le critère ne doit pas être la rentabilité financière, mais l'utilité sociale des activités et des productions.

« Changer la donne économique et sociale, en répartissant autrement les richesses disponibles (d'abord, redonner au travail la part que le capital lui a ravie depuis vingt ans), en orientant les ressources autrement, vers les dépenses utiles et non vers les marchés financiers.

« Changer la donne environnementale, en remettant en cause le productivisme du modèle de développement capitaliste, en réaffirmant le lien nécessaire entre justice

sociale et préservation de l'environnement, en abordant de façon démocratique et sociale les enjeux et les défis du réchauffement de la planète.

« Changer la donne politique, en ouvrant la voie à une VIème République démocratique et sociale, représentative et participative, laïque et émancipatrice ; en affirmant la primauté des droits, du bien commun et de l'intérêt général ; en cassant la logique de confiscation des pouvoirs, en étendant la logique démocratique au monde de l'entreprise.

« Changer la donne pour les femmes, en combattant toute discrimination de sexe, en contestant les effets de la domination patriarcale, en considérant que l'émancipation féminine, qui ne concerne pas un groupe mais l'égalité dans la société tout entière, est un élément fondamental de la transformation sociale.

« Changer la donne pour les jeunes, en intégrant la question de leur place, de leur rôle et de leur avenir comme une question politique majeure. Leurs conditions de vie, de travail et d'étude seront sensiblement améliorées, les solidarités intergénérationnelles seront réaffirmées.

« Changer la donne du partage des connaissances et des cultures. Mettre fin aux inégalités scolaires, ouvrir à toutes et à tous les arts et œuvres de l'esprit ; permettre à chacun-e de maîtriser toutes les technologies de communication ; développer une démocratie culturelle associant citoyens et professionnels ; promouvoir le principe d'exception culturelle pour tous les peuples, afin de protéger la diversité culturelle en la mettant à l'abri des règles du marché.

« Changer la donne en Europe où notre politique aura un écho immédiat. Nous ne laisserons pas les règles libérales européennes étouffer notre action de transformation. Nous mènerons bataille, en prenant appui sur les autres peuples, pour une transformation profonde de la construction européenne.

« Changer la donne internationale aussi. Nous voulons que la France joue un tout autre rôle en Europe et dans le monde, en refusant la logique de la guerre économique et de la guerre sans fin et sans limite, en agissant non comme une puissance impériale mais comme un ferment de paix**,** de justice, de solidarité et de démocratie. Nous voulons qu'elle contribue au développement économiquement et écologiquement responsable de la planète.

« Pour nous, la satisfaction des besoins et la création d'emplois stables ne sont pas des coûts ou des contraintes qui s'opposent à l'efficacité économique. Tout au contraire, la justice est la condition de l'efficacité dans un nouveau mode de développement, attentif avant tout aux hommes et à leur environnement. L'effectivité des droits pour toutes et tous, l'extension des services publics, les dépenses de santé, éducatives ou culturelles sont des investissements majeurs qu'il ne saurait être question de restreindre »

On ne peut en rester là. La réflexion et l'élaboration doivent être poursuivies pour les compléter, approfondir la convergence sur les axes forts de la transformation sociale, préciser le projet.

Il ne s'agit pas seulement de chercher une majorité de gouvernement ; mais de mener à bien les transformations des institutions, en lien avec les mouvements sociaux.

Toute cette démarche exige que, enfin, la délégation de pouvoir ne soit plus le carcan des mobilisations dès qu'elles affirment des exigences politiques.

L'alternative, une perspective au quotidien

Nous entendons y contribuer en développant les expériences décentralisées liées aux mouvements sociaux, un vrai travail de terrain permettant de nouer des liens avec le tissu syndical et associatif, avec les milieux aujourd'hui insuffisamment représentés dans nos divers groupes : femmes, jeunes, salarié-es du privé, habitant-es des quartiers populaires, migrant-es…

Il existe par ailleurs, d'ores et déjà, des collectifs nationaux unitaires coordonnant les luttes de résistance et de refus des politiques de la droite (franchise médicale, attaques des services publics et de la protection sociale, expulsions et lois anti-immigré-es, lois de délation et de répression des jeunes et des pauvres, droit réel aux emplois et destruction accru du Code du travail, contre-Grenelle citoyen de l'environnement…). Nous y sommes présent-es, afin de ne pas subir une politique faite pour servir les plus riches et diviser le reste de la population.

Nous savons que des solutions à l'opposé de cette majorité sont possibles, dans ce pays qui n'a jamais été aussi riche. Et nous ferons, unitairement, tout ce qui est en notre pouvoir pour faire connaître les réponses élaborées par les forces du mouvement social (associations, syndicats, réseaux de citoyen-nes, chercheur-ses…)

Nous refusons de même le mini-Traité qu'on veut "faire passer" en catimini pour imposer leur Europe qui va à l'opposé des intérêts de peuples.

Nous nous saisirons des enjeux politiques des municipales et des cantonales afin que ce soit une phase de reconstruction des perspectives de la gauche de transformation sociale. Comme nous ne séparerons pas les nécessaires luttes pour résister à la politique de Sarkozy de la discussion des possibles alternatives.